

ICBL Statement on Mine Risk Reduction and Education

20th Meeting of States Parties to the Mine Ban Treaty, 21-25 November 2022

Thank you Chair,

The ICBL thanks you for this opportunity to deliver a separate statement on mine risk education and reduction.

Risk education is a core pillar of humanitarian mine action and a key aspect of the legal obligations of States Parties under Article 5 of the Mine Ban Treaty. The need for mine risk education and reduction remains crucial given the high number of mine and ERW casualties that occur worldwide. Armed conflict, contamination by antipersonnel mines, and the growing use of improvised mines continue to claim the lives of innocent people.

The Landmine Monitor recorded over 5,500 people killed or injured by landmines and explosive remnants of war globally in 2021. The trend of civilian harm caused by mines and ERW continued to be apparent, with civilians comprising the vast majority of all casualties in 2021, where the status was known. Children were disproportionately harmed, comprising half of all civilian casualties.

Global conflict and the impact of improvised mines continued to take their toll during 2021. Non-signatory Syria recorded the highest number of annual casualties for the second year. Afghanistan has suffered over a thousand civilian casualties each year for more than a decade. States Parties Colombia, Iraq, Mali, Nigeria, and Yemen all had more than a hundred recorded casualties. Improvised mines, most of which act as antipersonnel mines, accounted for the highest number of casualties for the sixth consecutive year. While data remained scant for Ukraine, reporting indicated that civilian mine and ERW casualties increased almost fivefold in the first nine months of this year compared to last.

Given the continued death and suffering caused by mines and ERW, delivery of risk education to affected populations is a necessary and cost-effective means of preventing injuries and saving lives. The Oslo Action Plan outlines commitments to improve the prioritization and provision of context-specific risk education, to build national capacity, and to integrate risk education with humanitarian, protection, and development interventions.

Risk education was conducted in at least 30 States Parties during 2021. Risk education was incorporated into United Nations Protection Cluster and humanitarian response plans in some States Parties, and local actors and networks delivered risk education through training of trainers programs. In some contexts, risk education operators continued to include COVID-19 safety messaging with risk education messages, and the provision of risk education was accelerated via mass and digital media. Digital methods have also proved successful for reaching people amid conflict and emergency situations. For example, in Ukraine, digital approaches were employed to reach people quickly with safety messages, and over three million people affected by the conflict received digital messaging on mine/ERW risk in the first half of this year, illustrating the utility of digital methods in emergency situations. In addition, Social and Behaviour Change Communication (SBCC) approaches are increasingly identified as good practice within the risk education sector, and more practitioners are engaging in dialogue and training around the subject.

Despite this progress, ICBL believes that further work is required by States Parties to ensure that the risk education and reduction actions in the Oslo Action Plan are fully met.

New developments in risk education are not adequately reflected in Article 7 transparency reporting. In 2021, only eight States Parties included full details on risk education activities, with beneficiary data

disaggregated by sex and age, in their Art. 7 reports. In line with Action 32 of the Oslo Action Plan, we continue to encourage States Parties to improve their reporting on mine risk education to keep the sector informed of the progress being made.

Action 24 of the Oslo Action Plan requires States Parties to provide detailed, costed and multi-year plans for context-specific mine risk education in extension requests. In 2022, only two States Parties, Guinea-Bissau and Sudan, had submitted requests with detailed risk education plans. It is crucial for States Parties requesting clearance extensions to provide multi-year and costed plans, and to implement them on the ground.

We encourage donor States to fund mine risk education, and to report risk education support separately from clearance to enable these essential contributions to be tracked.

In closing, lives are at stake, casualty numbers must be reduced, and risk education needs to be made a stand-alone agenda item for the Convention. This will allow States Parties to adequately report on actions #28 to #32. Until then, States Parties should make distinct updates on risk education during this session.

Thank you.

FRENCH

Déclaration d'ICBL sur la réduction des risques liés aux mines et l'éducation

20MSP Traité d'interdiction des mines

L'ICBL vous remercie de cette opportunité de faire une déclaration séparée sur l'éducation et la réduction des risques liés aux mines.

L'éducation aux risques est un pilier essentiel de l'action humanitaire contre les mines et un aspect clé des obligations des États parties en vertu de l'article 5 du Traité d'interdiction des mines. Le besoin d'éducation et de réduction des risques liés aux mines reste crucial étant donné le nombre élevé de victimes de mines et de restes explosifs de guerre. Les conflits armés, la contamination par les mines antipersonnel et l'utilisation croissante des mines improvisées continuent de coûter la vie à des innocents.

L'Observatoire des mines a enregistré plus de 5 500 personnes tuées ou blessées par des mines terrestres et des restes explosifs de guerre dans le monde en 2021. Les civils représentaient la majorité de toutes les victimes dont le statut était connu en 2021. Les enfants ont été impactés de manière disproportionnée, représentant la moitié de toutes les victimes civiles.

Les conflits au niveau mondial et l'impact des mines improvisées ont continué de faire des ravages en 2021. La Syrie non signataire a enregistré le plus grand nombre de victimes annuelles pour la deuxième année consécutive. L'Afghanistan a subi plus d'un millier de victimes civiles, comme chaque année depuis plus d'une décennie. Les États parties de la Colombie, Irak, Mali, Nigéria et Yémen ont tous enregistré plus d'une centaine de victimes.

Les mines improvisées, dont la plupart agissent comme des mines antipersonnel, ont fait le plus grand nombre de victimes pour la sixième année consécutive. Bien que les données restent rares pour l'Ukraine, les rapports indiquent que les victimes civiles des mines et de restes explosifs de guerre ont presque quintuplé au cours des neuf premiers mois de cette année par rapport à 2021.

Compte tenu de la persistance des morts et des souffrances causées par les mines et les restes explosifs de guerre, la diffusion d'une éducation aux risques aux populations touchées est un moyen nécessaire et rentable de prévenir les blessures et de sauver des vies. Le plan d'action d'Oslo décrit les engagements visant à améliorer la hiérarchisation et la fourniture d'une éducation aux risques spécifique au contexte, à renforcer les capacités nationales et à intégrer l'éducation aux risques dans les interventions humanitaires, de protection et de développement.

Une éducation aux risques a été menée dans au moins 30 États parties en 2021. L'éducation aux risques a été intégrée au groupe de protection des Nations Unies et aux plans d'intervention humanitaire dans certains États parties, et les acteurs et réseaux locaux ont dispensé une éducation aux risques par le biais de programmes de formation de formateurs.

Dans certains contextes, les opérateurs d'éducation aux risques ont continué d'inclure des messages de sécurité sur la COVID-19 avec des messages d'éducation aux risques, et la fourniture d'éducation aux risques a été accélérée via les médias de masse et numériques. Les méthodes numériques se sont également avérées efficaces pour atteindre les personnes dans les situations de conflit et d'urgence. Par exemple, en Ukraine, des approches numériques ont été employées pour atteindre rapidement les gens avec des messages de sécurité, et plus de trois millions de personnes touchées par le conflit ont reçu des messages numériques sur les risques des mines et des restes explosifs de guerre au cours du premier semestre de cette année, illustrant l'utilité des méthodes numériques dans situations d'urgence.

De plus, les approches de communication pour le changement social et comportemental (CCSC) sont de plus en plus identifiées comme des bonnes pratiques dans le secteur de l'éducation aux risques. De plus en plus de praticiens s'engagent dans le dialogue et la formation sur ce sujet.

Malgré ces progrès, l'ICBL estime que des efforts supplémentaires sont nécessaires de la part des États parties pour s'assurer que les actions d'éducation et de réduction des risques du Plan d'action d'Oslo sont pleinement respectées.

Les nouveaux développements en matière d'éducation aux risques ne sont pas reflétés de manière adéquate dans les rapports sur la transparence au titre de l'article 7. En 2021, seuls huit des 22 États parties avec des mises à jour dans leurs rapports de transparence incluait des détails complets sur les activités d'éducation aux risques, avec des données sur les bénéficiaires ventilées par sexe et par âge. Conformément à l'Action 32 du Plan d'action d'Oslo, nous continuons d'encourager les États parties à améliorer leurs rapports sur l'éducation au risque des mines afin de tenir le secteur informé des progrès réalisés.

L'Action 24 du Plan d'action d'Oslo demande aux États parties de fournir des plans détaillés, chiffrés et pluriannuels pour une éducation aux risques des mines spécifique au contexte dans les demandes de prolongation. En 2022, seuls deux États parties, la Guinée-Bissau et le Soudan, avaient soumis des demandes accompagnées de plans détaillés d'éducation aux risques. Il est essentiel que les États parties qui demandent des prolongations de dédouanement fournissent des plans pluriannuels et chiffrés, et les mettent en œuvre sur le terrain.

Nous encourageons les États donateurs à financer l'éducation aux risques des mines et à déclarer le soutien à l'éducation aux risques séparément du déminage afin de permettre le suivi de ces contributions essentielles.

En conclusion, des vies sont en jeu, le nombre de victimes doit être réduit et l'éducation aux risques doit devenir un point à part entière de l'ordre du jour du traité. Cela permettra aux États parties de

rendre compte de manière adéquate des actions #28 à #32. D'ici là, les États parties devraient faire des mises à jour distinctes sur l'éducation aux risques au cours de cette session.

Merci.